

ASSEMBLÉE NATIONALE

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SESSION ORDINAIRE DE 2005-2006

Articles, amendements et annexes

Séance du mercredi 9 novembre 2005



55^e séance

Annexes

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Jean-Marc Roubaud, une proposition de loi relative d'une part, à l'interdiction d'importation, de production et de commercialisation de félidés et de canidés sur le territoire français et d'autre part, à la modification des dispositions relatives à l'étiquetage de la fourrure.

Cette proposition de loi, n° 2632, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Bruno Gilles, une proposition de loi tendant à renforcer les obligations des fournisseurs d'accès à l'Internet en matière de fourniture de logiciels de filtrage.

Cette proposition de loi, n° 2633, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de Mme Muriel Marland-Militello, une proposition de loi visant à reconnaître dans le code civil le caractère d'être sensible à l'animal.

Cette proposition de loi, n° 2634, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Thierry Mariani, une proposition de loi visant à instituer un permis d'exploitation pour les exploitants de débits de boissons de deuxième, troisième et quatrième catégorie et d'établissements pourvus de la « petite licence restaurant » ou de la « licence restaurant ».

Cette proposition de loi, n° 2635, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. François Vannson, une proposition de loi tendant à déterminer les règles applicables à la détention en cas de substitution d'une qualification criminelle à une qualification correctionnelle.

Cette proposition de loi, n° 2636, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Guy Teissier, une proposition de loi réglementant les transferts de joueurs entre clubs français et européens de football.

Cette proposition de loi, n° 2637, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de Mme Marie-George Buffet et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi tendant à créer un droit au mariage en faveur des personnes de même sexe.

Cette proposition de loi, n° 2638, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Jacques Desallangre et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi tendant à enrayer les délocalisations par le rééquilibrage des conditions de la concurrence.

Cette proposition de loi, n° 2639, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues, une proposition de loi visant à compléter le dispositif d'interdiction des mines antipersonnel.

Cette proposition de loi, n° 2640, est renvoyée à la commission de la défense nationale et des forces armées, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Henri Houdouin, une proposition de loi visant à instaurer un système de remplaçants provisoires en cas de vacance de siège d'un conseiller régional, d'un conseiller général ou d'un maire.

Cette proposition de loi, n° 2641, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Émile Blessig, une proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire.

Cette proposition de loi, n° 2642, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Georges Mothron, une proposition de loi visant à instaurer un délai entre la sanction de fin de droit au revenu minimum d'insertion et la possibilité de se réinscrire auprès d'un organisme chargé de recevoir la demande.

Cette proposition de loi, n° 2643, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Yves Simon, une proposition de loi visant à introduire un dispositif de bonification dans le système du permis à points en faveur des conducteurs non-contrevenants.

Cette proposition de loi, n° 2644, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de Mme Maryse Joissains-Masini, une proposition de loi visant à augmenter le nombre d'adjoints réglementaires et spéciaux dans les communes de grande superficie.

Cette proposition de loi, n° 2645, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de Mme Maryse Joissains-Masini, une proposition de loi visant à l'intégration directe dans la fonction publique territoriale des directeurs ou des chefs de cabinet des collectivités territoriales.

Cette proposition de loi, n° 2646, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Jacques Myard, une proposition de loi visant à modifier les articles L. 302-5 et L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux logements sociaux.

Cette proposition de loi, n° 2647, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Jean-Christophe Lagarde, une proposition de loi visant à informer les enfants des risques d'obésité dus à l'alimentation industrielle.

Cette proposition de loi, n° 2648, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Jean-Christophe Lagarde, une proposition de loi tendant à faciliter l'obtention de la nationalité française par naturalisation des étrangers justifiant au moins de dix ans de résidence en France.

Cette proposition de loi, n° 2649, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Jacques Myard, une proposition de loi visant à créer un mécanisme de plan épargne-retour pour les étrangers titulaires d'un titre de séjour désirant rentrer dans leur pays d'origine pour y créer une activité.

Cette proposition de loi, n° 2650, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de Mme Marie-Jo Zimmermann, une proposition de loi introduisant une obligation de candidature préalable et le respect d'un seuil de parité pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants.

Cette proposition de loi, n° 2651, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. François Vannson, une proposition de loi relative à l'instauration de la mention « donneur d'organes » sur le fichier informatisé de la carte Vitale.

Cette proposition de loi, n° 2652, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Gérard Manuel, une proposition de loi relative à la création d'un titre emploi collectivité.

Cette proposition de loi, n° 2653, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Michel Zumkeller, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'affichage de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 à l'entrée de tous les établissements publics d'enseignement scolaire de France.

Cette proposition de loi, n° 2654, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Jean-Michel Bertrand, une proposition de loi visant à mieux qualifier certains comportements particulièrement dangereux au volant.

Cette proposition de loi, n° 2655, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Pierre Lellouche, une proposition de loi visant à l'instauration d'un label « 100 % France ».

Cette proposition de loi, n° 2656, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Guy Teissier, une proposition de loi visant à instaurer le vote à bulletin secret en matière de reconduction d'une grève.

Cette proposition de loi, n° 2657, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Jean-Paul Garraud, une proposition de loi anti-émeute.

Cette proposition de loi, n° 2658, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Georges Fenech, une proposition de loi portant suppression du juge d'instruction et instituant le juge de l'enquête.

Cette proposition de loi, n° 2659, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de MM. Georges Fenech et Nicolas Dupont-Aignan, une proposition de loi anti-émeute.

Cette proposition de loi, n° 2660, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Georges Tron, une proposition de loi visant à instaurer un sursis à statuer pour le juge ayant à apprécier la légitimité d'un licenciement motivé par une faute résultant de faits dont est saisie la juridiction pénale.

Cette proposition de loi, n° 2661, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Georges Tron, une proposition de loi relative à la production d'un extrait de casier judiciaire pour l'accès à certaines professions.

Cette proposition de loi, n° 2662, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Jacques Myard, une proposition de loi visant à renforcer le contrôle des étrangers se rendant en France pour un séjour temporaire.

Cette proposition de loi, n° 2663, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

Annexes

DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Gérard Léonard, un rapport, n° 2664, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales.

DÉPÔT D'UN RAPPORT EN APPLICATION D'UNE LOI

M. le Président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. le Premier ministre, en application de l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles, le rapport relatif aux agréments des conventions et accords applicables aux salariés des établissements de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux à but non lucratif pour 2004 et aux orientations en matière d'agrément des accords et d'évolution de la masse salariale pour 2005.

DÉPÔT D'UN RAPPORT SUR UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 9 novembre 2005, de M. Jean-Louis Christ, un rapport, n° 2631, fait au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. Jean-Marie Sermier, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur la réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (Com [2005] 263 final / E 2916) (2603).

TEXTES SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

Transmissions

M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à M. le président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

Communication du 8 novembre 2005

- E 2994. – Lettre rectificative n° 2 à l'avant-projet de budget pour 2006 – État général des recettes – État des recettes et des dépenses par section. Section III. – Commission (SEC [2005] 1379 final) ;
- E 2995. – Proposition de décision du Conseil relative un programme spécifique à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche au titre du septième programme-cadre (2007-2013) [7^e PCRD] de la Communauté européenne pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (COM [2005] 0439 final) ;
- E 2996. – Proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique « Coopération » mettant en œuvre le septième programme-cadre (2007-2013) [7^e PCRD] de la Communauté européenne pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (COM [2005] 0440 final) ;
- E 2997. – Proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique « Idées » mettant en œuvre le septième programme-cadre (2007-2013) [7^e PCRD] de la Communauté européenne pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (COM [2005] 0441 final) ;
- E 2998. – Proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique « Personnel » mettant en œuvre le septième programme-cadre (2007-2013) [7^e PCRD] de la Communauté européenne pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (COM [2005] 0442 final) ;

E 2999. – Proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique « Capacités » mettant en œuvre le septième programme-cadre (2007-2013) [7^e PCRD] de la Communauté européenne pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (COM [2005] 0443 final) ;

E 3000. – Proposition de décision du Conseil concernant le programme spécifique à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche au titre du septième programme-cadre (2007-2011) [7^e PCRD] de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) pour des activités de recherche nucléaire et de formation (COM [2005] 0444 final).

